



AEF Dépêche n°484420
Paris, le 18/07/2014 09:40:00

Imprimé depuis le site www.aef.info
- 83.167.35.245

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Enseignement / Recherche

Réforme territoriale : "L'ADF a raison" quand elle propose de transférer les lycées aux départements (S. Troussel)

Par Émilie Legendre

"L'objectif n'était pas de repartir avec une liste d'annonces de la part du ministre, mais de sensibiliser le ministre au caractère exceptionnel de la rentrée en Seine-Saint-Denis de l'inviter aux 12 inaugurations des nouveaux collèges", explique à AEF Stéphane Troussel, président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, au lendemain d'un entretien avec le ministre Benoît Hamon le 16 juillet 2014. Alors qu'il veut faire voter à l'automne prochain un nouveau plan collège permettant de rénover jusqu'à 90 collèges et d'en construire entre 5 et 7 nouveaux (lire sur AEF), il souhaite que l'État "l'accompagne" dans cet investissement "dans la durée". Au sujet de la réforme territoriale, il estime que l'ADF "a raison" quand elle propose de transférer les lycées aux départements (lire sur AEF), et non les collèges aux régions.



Stéphane Troussel, président (PS) du conseil général de Seine-Saint-Denis D.R.

"Quand un territoire comme celui de la Seine-Saint-Denis inaugure en une seule fois 12 établissements, dont cinq nouveaux, c'est un enjeu aussi pour le gouvernement", indique à AEF Stéphane Troussel, président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, jeudi 17 juillet 2014. Il a rencontré le ministre Benoît Hamon la veille pour le "sensibiliser au caractère exceptionnel de la rentrée en Seine-Saint-Denis" et "aux spécificités du territoire : ses aspects démographiques, mais aussi les retards liés aux dix années de suppression de postes entre 2002 et 2012. Le taux de scolarisation des moins de 3 ans dans le département est parmi les plus faibles.

"LE PROBLÈME DES REMPLACEMENTS" RESTE POSÉ

"Le problème des remplacements a encore été difficile cette année", affirme Stéphane Troussel. Il souligne également le fait que "les besoins éducatifs sont forts dans le département, des besoins spécifiques liés aux aspects démographiques et aux inégalités sociales et scolaires très fortes en Seine-Saint-Denis".

Si depuis 2012, "il y a eu une réelle évolution, nous n'avons plus à subir les suppressions de postes", "les retards accumulés sont tels qu'au moment où notre collectivité fait un effort sans précédent dans des conditions financières très contraintes, nous avons besoin que l'État nous accompagne dans la durée et que les efforts effectués depuis deux ans soient maintenus et développés". Car "comme le CG va continuer, puisque je souhaite faire voter à l'automne un nouveau plan collèges 2020, je demande déjà à l'État de nous accompagner entre 2015 et 2020".

RÉFORME TERRITORIALE : "L'ADF A RAISON !"

Pour autant, "l'objectif n'était pas de repartir avec une liste d'annonces de la part du ministre, d'autant que des actions ont déjà été conduites". Ainsi, concernant les 5 nouveaux collèges, "en plus des chefs d'établissements et gestionnaires préfigurateurs, nous avons obtenu des assistantes sociales, des infirmières, des personnels administratifs ([lire sur AEF](#)). Mais j'en demande toujours plus !", affirme Stéphane Troussel. Si les 5 nouveaux collèges ne vont pas atteindre leurs capacités maximales dès 2014, le conseil général prévoit qu'ils accueillent davantage d'élèves en 2015. Aussi souhaite-t-il que dès la rentrée des adjoints aux principaux puissent être nommés dans ces établissements afin de "commencer à préparer la rentrée suivante", de "travailler à des projets pédagogiques".

Interrogé au sujet de la réforme de l'éducation prioritaire, Stéphane Troussel indique qu'il va "y avoir des redéfinitions, un travail à effectuer sur les liens entre premier et second degrés, de développer des passerelles, notamment en éducation prioritaire".

Quant à la réforme territoriale, Stéphane Troussel rappelle qu'il existe encore "des incertitudes". À cet égard, il signale qu'il va "proposer à l'assemblée départementale, à l'automne 2014, un plan permettant de rénover 80 à 90 collèges et de construire 5, 6, 7 collèges supplémentaires à l'horizon 2020". Ensuite, "en fonction des arbitrages finaux" concernant la réforme territoriale, "il y aura des collectivités ou des institutions organisées différemment. Mais ce n'est pas faire offense à la Région que de remarquer qu'elle ne gère pas la proximité de la même manière que le département", souligne Stéphane Troussel. "L'ADF a raison [elle propose de transférer les lycées aux départements, [lire sur AEF](#)], il est plus facile pour le département de reprendre les 64 lycées [LEGT, LP et lycées polyvalents] que pour la région d'absorber 1 138 collèges ([lire sur AEF](#))".